

L'Etat balance 90 migrants dans un village



Article rédigé par *Caroline Artus*, le 04 décembre 2017

source[Boulevard Voltaire]Très en colère, les élus et les habitants de Villars-les-Dombes, charmante petite bourgade, dans l'Ain. Et il y a de quoi !

Tous viennent d'apprendre que « *le seul hôtel qui était encore disponible et libre* » de leur ville a été « *racheté dans des conditions peu acceptables, dans notre dos* ». C'est ce que rapporte le maire, dépité. D'hébergement privé, le Ribotel, acquis dans le plus grand secret et la plus grande opacité par l'Association de sauvegarde de l'enfant et de l'adulte (ADSEA), va ainsi être transformé en hébergement public, à savoir en CAO (Centre d'accueil et d'orientation). Cette association compte investir 1,5 million d'euros pour héberger et nourrir, sur le dos des contribuables, des individus qui, à la défense de leur famille restée dans leur pays en guerre, ont préféré la fuite.

Quatre-vingt-dix migrants d'un coup donc, dont soixante-dix hommes, justement, entre vingt et trente ans, à en croire une administrée très remontée, apostrophant le sous-préfet. Sous-préfet pour qui les légitimes préoccupations des habitants ne sont d'évidence pas ses oignons. Car il faut le voir, Philippe Beuzelin, la gueule enfarinée, et l'entendre, la bouche en cœur, lors de la réunion municipale, débiter son cours de morale infantilissante à 400 des 4.449 habitants s'étant déplacés pour signifier leur colère de ne pas avoir été consultés.

Les Villardois seraient dans « *une phase de déni encore* » ; et de les décrire tels des enfants attardés souffrant de « *peurs quasi ancestrales* » qui refusent tout : « *l'inconnu* », « *l'étranger* », « *le nouveau aussi* ». Bref, les Villardois souffriraient de l'angoisse du 8e mois !

Alors, bouh, les vilains trouillards qui, au lieu de se réjouir de l'apport de quatre-vingt-dix courageux fuyards en pleine force de l'âge entrés illégalement sur notre territoire, se posent si égoïstement, si petitement des questions sur la sécurité dans leur ville, sur la prospérité de ses commerces, sur le développement de son tourisme, sur l'indifférence de l'État à l'égard de leurs compatriotes pourtant dans la mouise... Ah, les minables qui pensent à une douce vie pour leurs enfants dans leur propre pays plutôt qu'au bien-être de ces grands gaillards qui se sont empressés de filer du leur.

Quatre-vingt-dix ? C'est beaucoup trop pour le nombre d'habitants à Villars, fait d'ailleurs remarquer le maire, apparemment soucieux des inquiétudes de ses administrés.

Mais comment un maire peut-il encore s'étonner, après tous les CAO et autres CADA quadrillant déjà notre territoire sans jamais de concertation préalable auprès des administrés, d'avoir été évincé de ce projet ? Parce qu'en fait, la colère de Pierre Larrieu porte sur la forme bien plus que sur le fond.

Un : la préfecture a eu l'outrecuidance de ne pas lui demander son avis. Deux : les migrants ? Bien sûr que « *la France doit pouvoir accueillir ces gens mais c'est une question de proportion* ».

Monsieur Larrieu, en s'opposant fermement à la venue de migrants entièrement pris en charge par des citoyens français, n'allait quand même pas, sans doute, « faire le jeu » des extrêmes ! Et les 400 Villardois très remontés ne font probablement pas partie des 58,34 % de leur ensemble à avoir voté [Emmanuel Macron](#) mais des 41,66 % à avoir plébiscité [Marine Le Pen](#)...

Conclusion : face à l'hostilité légitime et grandissante des citoyens, il ne lui reste plus que cela, à l'État : tenir secrets ses sinistres projets afin de mettre les gens devant le fait accompli. Et ça va marcher encore longtemps ?